



## **1984 en 2024**

# **Pour un meeting unitaire !**

**D**epuis le 7 octobre 2023, la mise en place d'un crime contre l'Humanité à Gaza a succédé aux massacres odieux commis par le Hamas. Cette actualité engendre, en France, une fureur militariste inouïe. En plus des interdictions de manifester, les injures, les mensonges et les mises en cause personnelles ciblent continuellement celles et ceux qui se mobilisent pour la paix en Palestine. Les accusations d'antisémitisme ou de complicité avec le terrorisme islamique, jetées au visage des responsables de gauche depuis les bancs de l'extrême-droite, de la droite et du parti présidentiel semblaient déjà atteindre les sommets de l'indignité. L'histoire et la littérature - on pense au 1984, d'Orwell - nous enseignent pourtant que la perversion des mots et l'inversion des valeurs sont le prélude des grands naufrages démocratiques. Et effectivement, nous y voilà : dans la semaine qui vient de s'écouler, une série de mesures policières et administratives a frappé les militant·es de la solidarité internationale.

Les cibles de l'arbitraire sont diverses. Rima Hassan et Jean-Luc Mélenchon, avec l'association Libre Palestine et La France Insoumise, ont vu leur conférence en défense des droits du peuple palestinien interdite, successivement par le président de l'université de Lille puis par le préfet du Nord. La même Rima Hassan a été convoquée pour répondre d'accusations d'apologie du terrorisme. Au même moment, Jean-Paul Delescaut, le secrétaire général de la CGT Lille, était condamné à un an de prison avec sursis en première instance pour les mêmes motifs. Anasse Kazib, porte-parole de Révolution Permanente, des étudiants de l'EHESS syndiqués à Solidaires, les responsables du NPA, la présidente du groupe LFI à l'Assemblée Nationale Mathilde Panot... sont également inquiétés.

Avant eux, l'humoriste de France Inter Guillaume Meurice était entendu pour provocation à la haine, et en parallèle, les jeunes communistes du Nord étaient pris à partie par la députée Renaissance Violette Spillebout. Celle-ci exige en effet la fin de leur campagne d'affichage contre les auteurs de guerre en Ukraine.

Nous tenons quant à nous à manifester notre pleine solidarité à tous les militants et toutes les militantes menacé·es, diffamé·es et empêché·es de s'exprimer. Ces attaques visent à supprimer du débat public les valeurs qui nous sont communes : internationalistes, anti-impérialistes et pacifistes. Nous ne l'accepterons jamais et saluons le courage et le sens des principes de celles et ceux qui, dans un tel contexte, ne plient pas et font entendre la voix de la raison.

Nous saluons aussi la proposition faite par Olivier Besancenot, ce week-end, qu'un grand meeting unitaire puisse rassembler la gauche politique et sociale contre cette fureur répressive. D'autres forces de gauche ont d'ores et déjà fait part de leur disponibilité. Pour ce qui nous concerne, nous sommes décidé·es à contribuer à l'organisation et à la réussite d'un tel meeting. Face à la censure, nous faisons le choix de la liberté de parole, du dialogue et de l'union.

**Le 23 avril 2024**